



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9523^e séance

Vendredi 29 décembre 2023, à 16 heures

New York

Provisoire

<i>Présidents :</i>	M. De la Gasca/M. Montalvo Sosa	(Équateur)
<i>Membres :</i>	Albanie	M. Hoxha
	Brésil	M. França Danese
	Chine	M. Geng Sguang
	Émirats arabes unis	M. Abushahab
	États-Unis d'Amérique	M. Kelley
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M. de Rivière
	Gabon	M. Nanga
	Ghana	M ^{me} Hackman
	Japon	M. Yamazaki
	Malte	M ^{me} Gatt
	Mozambique	M. Fernandes
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward
	Suisse	M. Hauri

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 16 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la Pologne et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Khaled Khiari, Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et au Département des opérations de paix, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également S. E. M. Olof Skoog, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Khiari.

M. Khiari (*parle en anglais*) : Pendant la nuit, les forces armées de la Fédération de Russie ont mené une attaque aérienne massive contre l'Ukraine. Elles auraient utilisé 158 missiles et drones pour mener des frappes successives contre différents sites dans tout le pays, notamment dans les régions ukrainiennes de Kyïv, Lviv, Kharkiv, Khmelnytskyi, Dnipropetrovsk, Sumy, Cherkasy, Odesa et Zaporizhzhia. Selon les premières informations, au moins 30 civils ont été tués et au moins 160 ont été blessés. Ces frappes constituent l'une des plus importantes attaques aériennes menées depuis l'invasion à grande échelle de la Fédération de Russie en février 2022, lancée en violation de la Charte des Nations Unies et du droit international.

D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), les dernières attaques ont causé des dégâts considérables à un large éventail d'infrastructures civiles, notamment des immeubles résidentiels, une maternité, des écoles, des jardins d'enfants, des parcs, une station de métro et un centre commercial, ainsi qu'à des infrastructures énergétiques. L'électricité a été coupée dans plusieurs régions, les lignes de transmission ayant été endommagées. Des équipes de secours

recherchent toujours des personnes qui se trouvent sous les décombres d'immeubles résidentiels.

Malheureusement, ces attaques déplorables d'aujourd'hui ne sont que les dernières d'une série d'attaques de plus en plus violentes menées par la Fédération de Russie. Depuis le dernier exposé du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix au Conseil de sécurité, le 6 décembre (voir S/PV.9494), nous avons continué de recevoir des rapports quotidiens d'attaques contre des villes et des agglomérations ukrainiennes, notamment contre des infrastructures civiles et énergétiques critiques, qui ont fait de nombreuses victimes parmi les civils. Rien que pendant la période de Noël, des attaques contre la ville de Kherson auraient fait plusieurs morts et de nombreux blessés. Des immeubles résidentiels et un centre médical, ainsi qu'une gare où étaient rassemblés plus de 100 civils en attente d'évacuation, ont été touchés. De même, des bombardements quasi quotidiens ont été signalés dans une partie de la région de Kharkiv.

Selon le HCDH, en 2023, la guerre en Ukraine a fait 1 888 morts et 6 334 blessés parmi les civils, soit 8 222 victimes civiles. Cela porte le nombre total de victimes civiles à 29 113 depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Fédération de Russie en février 2022. Les chiffres réels sont probablement beaucoup plus élevés.

Le Secrétaire général condamne catégoriquement et dans les termes les plus fermes les terribles attaques perpétrées aujourd'hui contre des villes et agglomérations ukrainiennes. Les attaques contre les civils et les infrastructures civiles violent le droit international humanitaire, sont inacceptables et doivent cesser immédiatement.

Tragiquement, l'année 2023 se termine comme elle a commencé, sur fond de violences dévastatrices contre le peuple ukrainien. Une fois de plus, les Ukrainiens sont contraints de passer les fêtes de fin d'année à chercher un abri, à déblayer les décombres et à enterrer les morts, par des températures glaciales. Alors que nous entamons la nouvelle année avec l'espoir d'éviter une nouvelle escalade, nous rappelons l'appel lancé par le Secrétaire général à toutes les parties concernées pour qu'elles contribuent à jeter les bases d'une paix durable en Ukraine – conformément à la Charte des Nations Unies, au droit international et aux résolutions de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Khiari de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Hoxa (Albanie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Sous-secrétaire général Khiari de son deuxième exposé d'aujourd'hui.

Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir réagi promptement à la demande présentée aujourd'hui par 20 États Membres, dont l'Albanie, en vue de l'organisation de la présente séance. Votre compréhension, votre souplesse et votre réponse rapide reflètent le professionnalisme avec lequel vous avez dirigé les travaux du Conseil tout au long de ce mois.

Dans deux jours, nous dirons au revoir à cette année. Partout sur la planète, tous et toutes se préparent à terminer cette année difficile dans l'ambiance la plus joyeuse possible, entourés d'êtres chers et avec l'espoir et le souhait de lendemains meilleurs. Enfin, peut-être pas tout le monde, car le Kremlin semble avoir d'autres projets et est occupé à réfléchir aux moyens de détruire et d'infliger davantage de souffrances à ceux contre lesquelles il a mené toutes sortes d'attaques au cours des deux dernières années, démontrant une fois de plus ce que nous savons déjà : son mépris total pour la vie humaine.

L'agression militaire injustifiée et non provoquée de la Russie contre l'Ukraine – qui, rappelons-le, était censée être une promenade en Ukraine mais a terriblement mal tourné – constitue bel et bien un des pires crimes de guerre et crimes contre l'humanité, voire une destruction délibérée, qui vise à mettre une nation entière à genoux. Nous n'avons cessé de dénoncer ces actes au cours des deux dernières années, et l'Assemblée générale s'est exprimée haut et fort à plusieurs reprises à cet égard.

Mais aujourd'hui, ce comportement irresponsable a atteint un nouveau record : une attaque aérienne russe massive, la plus importante depuis février 2022, comme nous l'avons entendu, menée à l'aide de missiles hypersoniques et d'autres missiles ainsi que de drones iraniens acquis illégalement, contre différentes cibles dans tout le pays, notamment Kiev, Lviv, Odessa et de nombreuses autres grandes villes. Le dernier bilan fait état de 31 morts et de plus de 160 blessés. Comme cela est typique de toutes les attaques russes, rien n'a été épargné : un hôpital, un centre commercial, une gare ferroviaire, des établissements d'enseignement et des immeubles résidentiels ont été frappés simultanément. Comme toujours, ils disent qu'il s'agissait de cibles militaires. Mais en réalité, il s'agissait d'infrastructures civiles, sociales et critiques. Encore et encore.

Cette dernière attaque n'a rien d'un message de paix. Ce n'est pas un signe que la Russie cherche à régler

ce qu'elle a commencé. Au contraire, elle rappelle brutalement au monde que l'objectif du Kremlin est toujours le même : détruire l'Ukraine, terroriser et soumettre son peuple. Et lorsqu'ils sont pris la main dans le sac, ils accusent simplement l'Ukraine d'autodestruction, d'immolation et de suicide. Personne ne croit à ces absurdités, mais cela n'a pas d'importance. Malheureusement, l'opinion nationale muselée les croira, et c'est tout ce dont ils ont besoin. Les commentateurs et les présentateurs de journaux télévisés russes s'en sont donné à cœur joie aujourd'hui, rivalisant à qui mieux mieux pour présenter l'attaque de la manière la plus macabre et la plus cynique qui soit comme le feu d'artifice du Nouvel An pour l'Ukraine.

Nous condamnons ces attaques terribles avec la plus grande fermeté, et nous ne sommes pas les seuls. Le Chef de l'ONU, le Secrétaire général, a condamné dans les termes les plus vigoureux l'attaque à grande échelle de missiles et de drones menée cette nuit par la Russie contre des villes et des agglomérations dans toute l'Ukraine, y compris, pour reprendre sa formulation, contre des civils et des infrastructures civiles.

Le Conseil de sécurité a estimé que les attaques contre les infrastructures civiles constituaient des violations flagrantes du droit international et du droit international militaire. Il a également décidé que les personnes responsables devaient rendre des comptes. L'opinion publique mondiale partage cet avis, mais tant que ces responsables n'auront pas été traduits en justice, nous devons apporter tout notre soutien et toute notre solidarité à l'Ukraine et mobiliser l'appui de la communauté internationale en faveur de sa juste cause.

Nous l'avons dit dès le début : la guerre menée par la Russie en Ukraine représente la menace la plus grave contre l'architecture de sécurité européenne. Selon certaines informations, un missile russe aurait pénétré dans l'espace aérien de la Pologne, pays membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ; une enquête est en cours pour déterminer les faits. De telles provocations, si avérées, pourraient amener la situation à un autre niveau d'escalade, ce qui devrait tous nous inquiéter et nous préoccuper.

Il est clair depuis le premier jour que la Russie est l'agresseur, l'envahisseur, le transgresseur, et que le peuple ukrainien se défend, défend sa liberté, son pays et sa dignité. Par conséquent, ce n'est pas aux deux parties qu'il faut en appeler, comme nous l'entendons parfois, mais à une seule partie, celle qui a déclenché et qui continue cette folie. Nous continuerons à soutenir l'Ukraine

jusqu'à ce que soit instaurée une paix juste et durable, conformément à la Charte des Nations Unies, une paix qui respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Nous ne pouvons pas laisser la Russie parvenir à ses fins et imposer sa vision impérialiste à d'autres. Si nous permettons à la Russie d'agir de la sorte avec ses voisins, elle considérera cela comme une autorisation à le faire avec d'autres, avec l'ensemble du continent. C'est pourquoi nous devons continuer à soutenir l'Ukraine, car ce faisant, nous soutenons la paix, la stabilité et la prospérité sur l'ensemble du continent.

M^{me} Gatt (Malte) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance dans un délai aussi court. Je remercie également le Sous-Secrétaire général Khiari de ses observations.

Malte s'est jointe à d'autres pays pour demander la tenue de cette séance d'urgence à la suite des attaques de missiles et de drones menées aujourd'hui par la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Plusieurs villes du pays ont été visées, notamment Kyïv, Lviv, Kharkiv, Odesa et Dnipro. On dénombre au moins 30 morts et plus d'une centaine de blessés.

Depuis le début de son agression, la Fédération de Russie a tiré au moins 7400 missiles contre son voisin, soit une moyenne de 11 par jour. L'attaque aérienne d'aujourd'hui, la plus importante depuis le début de la guerre, a entraîné, une fois de plus, des pertes tragiques en vies humaines. Elle est venue s'ajouter aux souffrances que la population civile ukrainienne est forcée d'endurer depuis le 24 février 2022.

Nous condamnons sans équivoque et avec la plus grande fermeté ces attaques barbares contre des zones peuplées. Nous condamnons également la prise pour cible d'infrastructures civiles, notamment des maternités, des immeubles d'habitation et des écoles. Soyons clairs : les attaques contre des civils et des infrastructures civiles sont déplorables et constituent une violation flagrante du droit international. Nous réaffirmons notre plein appui aux processus engagés pour traduire les auteurs en justice et les obliger à répondre de leurs actes.

Nous sommes également profondément troublés et préoccupés par les informations selon lesquelles un missile russe aurait traversé l'espace aérien polonais pendant quelques minutes. Ces provocations irresponsables constituent une menace évidente contre la paix et la sécurité internationales. Elles ne font qu'exacerber les tensions et doivent être condamnées.

Pendant ce temps, la situation humanitaire en Ukraine continue de se détériorer de façon dramatique, en particulier en ces froids mois d'hiver. Les plus vulnérables, notamment les enfants, continueront à subir les conséquences de cette guerre d'agression illégale. Les hôpitaux et les écoles ne doivent jamais être des cibles. L'ONU et les acteurs humanitaires doivent disposer d'un accès total à tous les territoires afin que l'aide indispensable puisse parvenir à ceux qui en ont besoin.

Il apparaît une fois de plus clairement que la Russie tente délibérément d'aggraver la situation humanitaire en Ukraine en choisissant ses cibles de manière intentionnelle et répétée. En outre, la Russie continue de faire de la nourriture une arme et de saper la sécurité alimentaire mondiale, ainsi que de tenter de priver l'Ukraine de ses revenus légitimes depuis son retrait unilatéral de l'Initiative de la mer Noire.

Nous exhortons une nouvelle fois la Russie à respecter pleinement ses obligations internationales et à garantir la liberté de navigation en mer Noire. Malte continuera également d'apporter son plein appui au peuple ukrainien en lui fournissant une aide humanitaire aussi longtemps que nécessaire.

Pour terminer, nous soulignons une fois de plus notre conviction que, pour parvenir à une paix juste et durable, la Russie doit immédiatement cesser toutes les hostilités. Elle doit retirer complètement et sans condition toutes ses forces et tout son matériel militaire de l'ensemble du territoire de l'Ukraine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

D'ici là, l'Ukraine a le droit de se défendre contre l'agression de la Russie, comme le prévoit l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Elle a le droit de compter sur ses alliés pour faire de même. Elle a le droit de protéger ses citoyens, ses frontières, sa souveraineté et son intégrité territoriale, comme tout autre Membre de l'Organisation.

M. Kelley (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Au nom des États-Unis, je tiens à féliciter chaleureusement l'Équateur de sa présidence très réussie, en particulier compte tenu de tout ce que nous avons dû traverser ce mois-ci. Je remercie le Sous-Secrétaire général Khiari des observations qu'il a faites pour la deuxième fois aujourd'hui.

Nous pleurons cette perte tragique de vies humaines comme nous pleurons la perte de toutes les vies civiles dans les conflits à travers le monde.

Il y a deux jours, la Fédération de Russie a demandé l'organisation d'une réunion selon la formule Arria pour débattre d'événements survenus il y a 10 ans. La Russie a affirmé qu'une discussion sur la révolution de la dignité permettrait aux membres du Conseil de mieux comprendre comment ces événements ont influé sur la situation actuelle en Ukraine. Il est grotesque que la Russie ait exigé que le Conseil porte son attention sur ce sujet-là cette semaine, alors qu'elle préparait sa plus grande attaque aérienne contre l'Ukraine, ses villes et ses infrastructures critiques depuis le début de son invasion illégale à grande échelle. La Russie a lancé 158 drones et missiles contre l'Ukraine, dont 36 systèmes de drones d'attaque Shahed et 122 missiles.

Comme l'a dit le Président Biden, cette attaque nous rappelle brutalement qu'après près de deux ans de cette guerre dévastatrice, l'objectif de Poutine reste inchangé. Il cherche à anéantir l'Ukraine et à soumettre son peuple. Il faut l'arrêter. Nous appelons tous les membres du Conseil ici présents à se joindre à nous pour condamner avec la plus grande fermeté cette attaque odieuse contre des villes et des infrastructures civiles dans toute l'Ukraine. Plutôt que d'opter pour la paix, Poutine a choisi de marquer la période des fêtes et d'inaugurer la nouvelle année par un nombre sans précédent d'attaques de drones et de missiles contre un autre État Membre de l'ONU.

Selon les estimations actuelles, ces frappes ont fait au moins 30 morts et plus de 120 blessés. Et ces chiffres devraient augmenter. Les explosions ont eu lieu dans tout le pays. Des frappes auraient touché une maternité, un jardin d'enfants, un centre commercial, une station de métro et d'autres zones civiles. Nous nous attendons à ce que la Russie affirme qu'elle n'attaque que des cibles militaires, même si le monde peut clairement voir qu'il n'en est rien. Les discours et les mensonges du Kremlin n'effacent ni ne dissimulent les dégâts épouvantables causés dans tout le pays, ni les milliers de vies innocentes perdues depuis le début de sa guerre. La Russie a déjà eu recours à de telles tactiques. Ce que nous avons vu aujourd'hui est probablement le prélude de ce que le Kremlin réserve au peuple ukrainien en 2024. Le dernier rapport en date du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme note sans ambiguïté que la poursuite des attaques des forces armées russes a fait un nombre important de victimes dans les zones résidentielles. Le rapport indique clairement que les conclusions de l'enquête sur la frappe balistique qui a touché le village de Hroza, faisant 59 morts, révèlent que soit les forces armées russes n'ont pas pris toutes les mesures possibles pour vérifier que la cible à attaquer était effectivement un

objectif militaire, soit elles ont délibérément pris pour cible des civils ou des biens de caractère civil.

Cette attaque est un nouvel avertissement de ce qui est en jeu. Elle nous montre la raison pour laquelle la communauté internationale doit continuer à appuyer l'Ukraine. Elle nous montre la raison pour laquelle la communauté internationale doit continuer à exiger de la Russie qu'elle mette fin à son agression et qu'elle se retire immédiatement du territoire ukrainien internationalement reconnu. Les États-Unis sont aux côtés de l'Ukraine et continueront à demander que les responsables et les forces russes qui commettent des crimes contre le peuple ukrainien répondent de leurs actes. Nous n'abandonnerons pas le peuple ukrainien courageux, qui se bat aujourd'hui pour sa liberté, pour son pays, ainsi que pour les valeurs et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres orateurs et oratrices pour remercier le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, M. Khiari, de son exposé.

C'est avec un profond regret que nous nous retrouvons ici pour réagir à une nouvelle attaque violente des Russes contre le peuple ukrainien. La nuit dernière, la Russie a lancé la plus grande vague d'attaques de missiles et de drones depuis le début de la guerre, utilisant plus de 158 armes de différents types. Il ne s'agissait pas d'une offensive sur les lignes de front. Ces missiles visaient des agglomérations dans toute l'Ukraine, Kyïv, Lviv, Dnipro, Odesa, Kharkiv, Khmelnytskyi et bien d'autres villes encore. Ils ont frappé des maisons, des immeubles d'habitation, des centres commerciaux et des stations de métro. Une maternité et un centre régional d'oncologie ont été endommagés. En bref, des infrastructures civiles. Hélas, ces informations ne nous surprennent plus, mais elles continuent de nous choquer. Selon les informations disponibles, au moins 30 personnes ont été tuées et des centaines ont été blessées, et le bilan humain continue de s'alourdir. Ce bilan aurait été bien plus lourd sans les systèmes de défense antiaérienne ukrainiens, qui ont été fournis par la communauté internationale.

Cette guerre, qu'un membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie, a choisi de mener, continue d'avoir un coût humain dévastateur pour les Ukrainiens ordinaires. Ce mois-ci, durant ma visite à Kyïv, j'ai rencontré des enfants qui se remettaient de blessures causées par des frappes balistiques russes à Kherson et à la gare ferroviaire de Kramatorsk. Ces enfants ont perdu des membres. Ils ont perdu leurs parents. Ils ont perdu leur enfance. Mais ce sont des enfants courageux

et résilients, et ils sont déterminés à reconstruire leur vie, leur maison et leur pays. Cependant, l'agression illégale et cruelle de la Russie marquera pendant longtemps l'histoire de l'Ukraine.

L'attaque de la nuit dernière était, comme l'a dit le Secrétaire d'État à la défense de mon pays, une tentative désespérée et vaine de la Russie de reprendre de l'élan. Elle n'y parviendra pas. L'Ukraine a déjà forcé la flotte russe de la mer Noire à se retirer de sa base en Crimée. L'Ukraine défend son territoire. Elle a déjà repris plus de la moitié du territoire saisi par la Russie depuis février 2022 et, comme je l'ai dit, elle repousse la Russie en mer Noire. Aussi saluons-nous, une fois de plus, la bravoure et la détermination du peuple ukrainien et des forces armées du pays. Le Royaume-Uni reste à leurs côtés. Nous envoyons des centaines de missiles supplémentaires pour réapprovisionner les systèmes de défense antiaérienne, qui contribuent à protéger les civils et les infrastructures de l'Ukraine contre les attaques sanglantes de la Russie. Nous maintiendrons notre appui aussi longtemps qu'il le faudra, et je m'associe au Secrétaire général pour condamner ces attaques avec la plus grande fermeté.

Étant donné qu'il s'agit probablement de la dernière séance de l'année, je tiens à remercier la présidence du Conseil de sécurité de son excellente direction des travaux du Conseil au cours de ce mois très chargé. Je tiens également à exprimer ma gratitude à l'Albanie, au Brésil, aux Émirats arabes unis, au Gabon et au Ghana, qui ont été d'excellents partenaires, ont apporté des contributions essentielles à nos travaux et ont chacun partagé leur perspective singulière. Ils nous manqueront.

M. de Rivière (France) : L'année 2023 se conclura donc par une nouvelle séance en urgence du Conseil de sécurité pour réagir aux frappes massives conduites aujourd'hui par la Russie sur de nombreuses grandes villes ukrainiennes. Le constat est toujours le même : la Charte des Nations Unies est piétinée par l'un des membres permanents du Conseil. Comme l'a fait le Secrétaire général ce matin, la France condamne ces frappes, qui ont fait au moins 24 morts et 134 blessés. Elle exprime ses condoléances aux familles et aux proches des victimes.

La Russie poursuit sa stratégie de terreur visant à saper le moral de la population ukrainienne en ce deuxième hiver de conflit. Au moment où elle nous fait quotidiennement la leçon sur le respect du droit international humanitaire au Proche-Orient, la Russie prend délibérément pour cible des installations civiles et elle tue des innocents. Cette nouvelle violation des règles du droit international humanitaire vient s'ajouter à la longue liste

des atrocités déjà commises par la Russie depuis le lancement de sa guerre d'agression, et dont est victime chaque jour le peuple ukrainien.

Cet épilogue de l'année 2023 est désolant, et nous ne pouvons nous y résoudre. C'est la raison pour laquelle le soutien de la France ne faiblira pas. Chacun comprend qu'il est de notre devoir collectif de ne pas permettre que l'agression russe soit récompensée. Sinon, d'autres agressions se produiront, en 2024 et après. Nous continuerons notre soutien militaire et civil à l'Ukraine afin qu'elle se défende et qu'elle résiste à l'agression russe. Nous continuerons de soutenir les juridictions ukrainiennes et internationales afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie. Nous continuerons de soutenir la vision ukrainienne de la paix, la seule paix qui soit possible : celle qui respecte la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

À mon tour, avant de conclure, je souhaite remercier la présidence équatorienne du Conseil pour ses efforts durant le mois de décembre, et remercier du fond du cœur les cinq délégations qui quittent le Conseil demain soir ou après-demain soir, c'est-à-dire l'Albanie, le Brésil, les Émirats arabes unis, le Gabon et le Ghana.

M. Abushahab (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres orateurs et oratrices pour remercier le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, M. Khiari, de son second exposé d'aujourd'hui.

Nous nous réunissons aujourd'hui après que l'une des plus grandes vagues de frappes aériennes depuis le début de la guerre, il y a près de deux ans, s'est abattue sur toute l'Ukraine. Ces frappes meurtrières ont fait de nombreux morts et plus de 150 blessés. Des hôpitaux et des écoles ont été touchés. Des villes et des villages ont été touchés dans toute l'Ukraine. Aucune région n'a été épargnée.

Le droit de la guerre exige la protection des civils et des infrastructures civiles. Les civils et les biens de caractère civil ne doivent pas être la cible d'attaques, et les parties au conflit doivent veiller constamment à épargner les civils dans le cadre de leurs opérations militaires. Les hôpitaux dans lesquels sont prodigués des soins aux blessés et aux malades bénéficient d'une protection particulière et ne peuvent en aucun cas être la cible d'attaques.

Alors que l'année s'achève, les civils du monde entier se retrouvent sous le feu des bombardements aériens. La paix n'est nulle part en vue. Cette année a été marquée par de nouvelles escalades dans les conflits

existants, comme en Ukraine, et par la résurgence de conflits apparemment gelés, comme à Gaza. Très peu de conflits ont été réglés.

Il est malheureusement vrai que la guerre est parfois plus facile que la paix, non pas pour les civils et les communautés dévastés, mais pour les puissances qui prennent des décisions d'une telle portée. L'instauration de la paix est une tâche ardue. Le dialogue et la diplomatie exigent des efforts sérieux et soutenus. Il est toujours indispensable de faire des compromis. Les risques sont élevés et le succès est loin d'être garanti. Pourtant, si nous ne nous engageons pas en faveur de la paix, le monde continuera de sombrer dans la violence et le désordre.

La guerre en Ukraine continue d'avoir des répercussions dans le monde entier. Il est impératif d'y mettre un terme pour le peuple ukrainien et pour éviter que l'instabilité régionale et mondiale ne s'aggrave. Au cours des deux dernières années, il n'y a eu aucun mouvement en ce sens. Nous sommes vivement préoccupés par le fait que cette escalade nous éloigne de ces efforts. Nous réaffirons notre position constante en faveur de tous les efforts sérieux déployés pour parvenir à une paix juste et durable, qui préserve la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies.

Nous espérons sincèrement que l'année 2024 sera plus pacifique que cette année. Cela ne se produira toutefois pas sans des décisions audacieuses et courageuses qui donnent la priorité à la paix plutôt qu'à l'escalade. Nous encourageons tous les États Membres à redoubler d'efforts en faveur du dialogue et de la diplomatie. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui, dans le monde entier, aspirent à un monde plus pacifique, plus sûr et plus prospère. Ils ne méritent rien de moins, et il nous appartient à tous de concrétiser ces aspirations.

Comme il s'agit probablement de notre dernière déclaration durant notre mandat au Conseil, au nom de toute l'équipe des Émirats arabes unis, je voudrais conclure en félicitant l'Équateur du brio avec lequel il a présidé les travaux du Conseil. Je voudrais aussi remercier tous les membres du Conseil de leur partenariat et de leur coopération au cours des deux dernières années et souhaiter le meilleur aux cinq nouveaux membres élus.

M. Yamazaki (Japon) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance. Je remercie également le Sous-Secrétaire général Khiari de son exposé.

Nous sommes consternés par les informations faisant état d'une attaque massive et généralisée de missiles en Ukraine. Selon l'ONU, cette attaque a fait au moins 30 morts et plus de 160 blessés parmi les civils, et les chiffres ne cessent d'augmenter. Il semble qu'elle ait délibérément pris pour cible des infrastructures civiles, telles que des immeubles résidentiels et des hôpitaux.

Nous condamnons dans les termes les plus forts l'attaque lancée par la Russie contre l'Ukraine, et nous nous faisons l'écho de la déclaration faite aujourd'hui par le Secrétaire général de l'ONU. Nous adressons nos sincères condoléances aux familles et aux amis des victimes en Ukraine. Nos pensées vont aussi aux blessés, et nous leur souhaitons un prompt et complet rétablissement. La perte d'êtres chers et de maisons dans le froid rigoureux de l'hiver est une profonde tragédie. Il ne doit pas y avoir d'impunité pour les crimes de guerre et autres atrocités, y compris les attaques dirigées contre les civils et les infrastructures civiles critiques. La justice doit être rendue et les responsables de ces actes doivent rendre des comptes.

Près de deux ans se sont écoulés depuis le début de la guerre d'agression non provoquée menée par la Russie. Il est essentiel de rappeler ce point. Comme l'a reconnu l'écrasante majorité de l'Assemblée générale, cette odieuse guerre d'agression a été déclenchée par la Russie. La Russie doit mettre fin dès maintenant à sa violation flagrante de la Charte des Nations Unies.

Nous exhortons une fois de plus la Russie à mettre fin à son agression et à retirer immédiatement, complètement et sans condition ses forces et son matériel militaire de l'ensemble du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine. Nous restons pleinement déterminés à défendre et à renforcer l'ordre international libre et ouvert fondé sur l'état de droit, dans le respect de la Charte. Notre engagement inébranlable consiste à appuyer l'Ukraine, qui défend vaillamment son peuple, son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale, conformément à la Charte. Nous avons été aux côtés de l'Ukraine et nous le resterons aussi longtemps qu'il le faudra.

Comme nous pensons qu'il s'agit de la dernière séance du Conseil de sécurité de l'année, je voudrais également terminer mon intervention en félicitant l'Équateur de sa présidence éclairée et couronnée de succès. Au nom du Japon, je voudrais en outre exprimer notre sincère gratitude aux membres élus sortants du Conseil pour les relations de travail excellentes et constructives que notre équipe a beaucoup appréciées.

M. Nanga (Gabon) : Je remercie M. Khaled Khiari pour son exposé.

Nous sommes particulièrement préoccupés par l'enlisement et la pérennisation de la guerre en Ukraine. Nous sommes d'autant plus préoccupés que l'intensification des combats continue d'alourdir le terrible bilan de la guerre et ravive les risques de catastrophe sur les installations sensibles telles que la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, qui a fait l'objet de nombreuses attaques et nécessite une mise à jour de sa conformité avec les sept principes garantissant la sécurité des sites nucléaires.

La conduite d'activités militaires autour du site nucléaire doit absolument cesser. Les parties ont la responsabilité de s'assurer que ces installations ne présentent aucun risque susceptible de causer une catastrophe aux conséquences irréparables. L'ampleur des risques encourus par une militarisation ou une non-conformité des sites nucléaires doit interpeller les belligérants et l'ensemble de la communauté internationale.

Mon pays réitère son opposition à la guerre et son appel au dialogue en vue de parvenir à un cessez-le-feu et d'enclencher un processus pour mettre fin à la guerre. Nous encourageons tous les efforts et initiatives diplomatiques visant à nouer le fil des négociations de bonne foi en vue d'une paix durable entre les parties.

M. Hauri (Suisse) : Je vous remercie, Monsieur le Président, pour la convocation de cette séance dans un délai aussi court. Je remercie le Sous-Secrétaire général, Mohamed Khaled Khiari, pour son exposé, et je salue également la participation du représentant de l'Ukraine, ainsi que des représentants de l'Union européenne et de la Pologne, à cette séance.

Nous avons appris que la nuit dernière, la Russie a lancé l'une de ses plus lourdes vagues d'attaques de missiles et de drones dans plusieurs régions d'Ukraine depuis le début de l'agression militaire. Nous nous faisons l'écho de l'avertissement du Bureau de la coordination des affaires humanitaires concernant l'impact lourd de ces attaques sur les civils. Nous condamnons ces attaques contre des zones résidentielles, qui, selon les premières informations, ont causé la mort de civils, ainsi que celles lancées pendant les jours de Noël. La persistance de ces attaques, qui touchent des écoles, des hôpitaux et des infrastructures énergétiques, ne fait qu'aggraver les souffrances humaines, en particulier dans les conditions hivernales difficiles. Ces attaques doivent cesser immédiatement.

Nous demandons une fois de plus le respect du droit international humanitaire et des droits humains. Nous rappelons que le droit international humanitaire interdit les attaques contre les biens de caractère civil, tout particulièrement les biens indispensables à la survie de la population civile. Les conséquences de ces attaques pour la population civile sont particulièrement graves pendant l'hiver rigoureux. Afin de tenter d'alléger les souffrances de la population civile, la Suisse soutient, cet hiver encore, la population en détresse, et a augmenté sa contribution de 11,8 millions de francs suisses, ou 14 millions de dollars. Au total, elle a investi l'équivalent de plus de 30 millions de dollars dans les secours d'hiver, y inclus un soutien pour le Fonds humanitaire pour l'Ukraine des Nations Unies.

De plus, nous réitérons notre reconnaissance pour le travail inlassable des acteurs humanitaires en Ukraine. Ils doivent être protégés. Depuis le début de l'année 2023, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, près de 560 partenaires humanitaires ont fourni une aide vitale et des services de protection à plus de 10 millions de personnes. Nous rappelons la nécessité de faciliter et garantir un accès humanitaire rapide et sans entrave dans toute l'Ukraine, y compris aux territoires sous contrôle militaire de la Russie, comme la ville occupée de Donetsk. La Suisse ne reconnaît pas l'intégration des territoires ukrainiens dans la Fédération de Russie et condamne cette grave violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine.

Nous appelons la Russie, une fois de plus, à entamer immédiatement une désescalade de la situation, à cesser toutes les opérations de combat et à retirer sans délais ses troupes du territoire ukrainien. La Suisse continuera de s'engager en faveur d'une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies, au droit international et aux résolutions de l'Assemblée générale.

Je conclus en remerciant la présidence équatorienne pour son excellent travail durant le mois de décembre et j'exprime notre sincère et chaleureuse appréciation pour la coopération et les contributions des cinq membres sortants : l'Albanie, le Brésil, le Gabon, le Ghana et les Émirats arabes unis.

M. França Danese (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari de son exposé et je salue la participation des représentants de l'Ukraine, de la Pologne et de l'Union européenne à cette séance.

Nous avons appris avec consternation qu'hier, des frappes aériennes avaient pris pour cible plusieurs villes ukrainiennes, dont Kyïv, Odesa et Lviv. Nous déplorons la mort de dizaines de civils. Le Brésil exprime sa solidarité aux familles des victimes et aux personnes blessées dans ces attaques. Comme nous l'avons répété à maintes reprises depuis presque deux ans que dure ce conflit, les attaques contre des zones peuplées peuvent constituer une violation du droit international humanitaire. Nous rappelons aux parties leurs obligations de respecter le droit international humanitaire et les principes fondamentaux de distinction, de proportionnalité, de précaution, de nécessité et d'humanité. Nous réaffirmons également qu'il est impératif de protéger les infrastructures civiles critiques, en particulier les installations nucléaires. Tout dommage infligé à ces installations, qu'il soit accidentel ou non, peut avoir des conséquences graves et sans précédent.

La prolongation des hostilités pour une durée indéterminée ne fera qu'accroître les souffrances des civils des deux côtés des lignes de front. Nous renouvelons notre appel aux parties pour qu'elles entament des pourparlers pragmatiques, en vue de parvenir à une paix juste et durable. L'Article 33 de la Charte des Nations Unies énonce les moyens permettant de parvenir à une paix juste, globale et durable. Les négociations diplomatiques et le respect du droit international sont le seul moyen d'y parvenir. Le Brésil estime que la communauté internationale a un rôle important à jouer, en exerçant son influence sur les parties pour trouver une issue à la crise. Nous saluons les efforts déployés par d'autres acteurs internationaux et restons disposés à contribuer aux initiatives visant à parvenir à un règlement pacifique de la crise, dès que les parties seront prêtes à entamer des négociations.

Étant donné que j'ai déjà pris congé du Conseil de sécurité la semaine dernière, je voudrais simplement féliciter l'Équateur pour sa présidence remarquable au cours de ce mois de décembre difficile, et souhaiter à tous les nouveaux membres bonne chance pour qu'ils puissent s'acquitter fidèlement de leurs fonctions au sein du Conseil, comme l'ont fait les cinq membres sortants.

M. Fernandes (Mozambique) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence d'avoir organisé cette séance. Je remercie également le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari de ses précieuses observations sur cette question importante.

Le Mozambique exprime une nouvelle fois sa profonde inquiétude concernant le conflit en cours en Ukraine. Nous compatissons avec les milliers de victimes

civiles et les centaines de milliers de victimes militaires, qui endurent de terribles souffrances. Le conflit a eu des conséquences humaines dévastatrices, faisant des milliers de victimes civiles et entraînant des déplacements internes à très grande échelle. La crise humanitaire s'aggrave de jour en jour, et constitue une menace pour la sécurité alimentaire, les infrastructures et les droits humains. Malgré tous nos appels à la paix, au sein du Conseil de sécurité et ailleurs, la situation ne cesse de s'aggraver. Le conflit ukrainien constitue une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. La situation sur le terrain tend à s'aggraver, avec des conséquences multidimensionnelles aux niveaux local, régional et international. Nous sommes fermement convaincus que toute solution militaire est vouée à l'échec et que la diplomatie et le dialogue restent les meilleures options et le seul chemin viable vers la paix.

Comme je l'ai déjà dit, la situation en Ukraine s'aggrave, avec pour conséquences regrettables l'augmentation des déplacements de population, la destruction des infrastructures de base et la perturbation des activités agricoles et de la production alimentaire. Au vu des tendances actuelles négatives, nous exhortons les deux parties à envisager tous les moyens constructifs susceptibles d'ouvrir la voie à des efforts crédibles et concrets en faveur d'un véritable dialogue et de la paix. Le Mozambique lance à nouveau un appel aux parties pour qu'elles cessent immédiatement les hostilités, qu'elles reprennent des négociations directes de bonne foi et sans conditions préalables, et qu'elles adoptent une approche constructive, inclusive et axée sur les résultats, en privilégiant les avantages mutuels.

Enfin, je voudrais féliciter l'Équateur pour le brio et la compétence avec lesquels il a dirigé les travaux du Conseil de sécurité au cours du mois de décembre. Je voudrais également saluer le travail accompli par les membres sortants du Conseil, à savoir le Ghana, le Gabon, l'Albanie, les Émirats arabes unis et le Brésil, au service du Conseil pendant leur mandat.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari de son exposé.

La crise ukrainienne se prolonge, avec des attaques sporadiques et destructrices. La guerre a fait de nombreuses victimes parmi les civils innocents et de nombreux biens de caractère civil importants ont été détruits au cours du conflit, ce que la Chine juge profondément inquiétant et alarmant. Lors des précédentes délibérations du Conseil de sécurité sur cette question, la

Chine a systématiquement appelé les parties au conflit à faire preuve de calme et de retenue, à se conformer strictement au droit international humanitaire, à respecter les principes de nécessité, de distinction et de proportionnalité, et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les civils et les biens de caractère civil. Je voudrais renouveler ces appels aujourd'hui.

Il n'y a pas de solution militaire à la crise ukrainienne. Nous invitons les parties concernées à répondre de manière constructive à l'appel à la paix lancé par la communauté internationale, à renforcer le dialogue et à trouver un terrain d'entente en vue d'une cessation rapide des hostilités. Nous appelons la communauté internationale à intensifier les efforts diplomatiques, avec un plus grand sentiment d'urgence, et à contribuer positivement à une solution politique. Parallèlement, la communauté internationale doit œuvrer de concert pour atténuer la crise humanitaire en Ukraine et fournir davantage d'assistance aux populations touchées afin de les aider à traverser l'hiver rigoureux et à surmonter les épreuves actuelles. La position de la Chine sur la question ukrainienne demeure inchangée. Nous nous sommes toujours rangés du côté de la paix et du dialogue, et nous entendons continuer. Nous n'avons jamais relâché notre détermination à encourager une paix négociée et la fin des hostilités. Nous restons prêts à maintenir le contact avec toutes les parties concernées et à œuvrer inlassablement en faveur d'un règlement politique.

En supposant qu'il n'y ait pas d'autre impondérable, la présente séance est probablement la dernière du Conseil de sécurité pour l'année 2023. Je profite donc de cette occasion pour féliciter l'Albanie, le Brésil, les Émirats arabes unis, le Gabon et le Ghana de leurs efforts et de leurs contributions à l'appui des travaux du Conseil ces deux dernières années. Nous souhaitons également la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil : l'Algérie, le Guyana, la République de Corée, la Sierra Leone et la Slovaquie, dont les mandats débiteront en 2024. Nous nourrissons l'espoir qu'en 2024, le Conseil parviendra à mieux s'acquitter de sa responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales ; contribuera à atténuer les flammes et les vicissitudes de la guerre, des différends et des affrontements dans le monde ; privilégiera un multilatéralisme véritable, avec plus de solidarité, de confiance mutuelle et de coopération entre ses membres ; et défendra plus efficacement les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies, afin d'apporter plus d'équité, de justice, de paix, de calme et d'espoir au monde.

M^{me} Hackman (Ghana) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient pour commencer à remercier le Sous-Secrétaire général Khiari de son exposé qui donne à réfléchir.

Cela fait 674 jours que la guerre en Ukraine a commencé, et la communauté internationale est loin d'avoir trouvé une solution à ce conflit des plus regrettables. Ces derniers temps, les lignes de front du conflit n'ont guère bougé et il est clair que la guerre est vouée à perdurer, avec son cortège de séquelles débilantes pour l'économie mondiale, de dépenses militaires et d'entorses au droit international dans les relations entre les États.

Comme nous l'avons entendu, cette nuit, l'Ukraine a subi l'attaque aérienne la plus importante depuis le début du conflit, avec un bilan de 31 morts et plus de 150 blessés. Nous regrettons que les appels antérieurs à atténuer l'intensité du conflit durant les rigueurs de l'hiver soient restés lettre morte et que, hélas, de nombreux innocents – en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et les malades – aient vu leur sûreté, leur sécurité et leur bien-être plus compromis encore par les déluges de missiles signalés dans plusieurs régions d'Ukraine.

Nous appelons une nouvelle fois à faire prévaloir la paix en Ukraine, car nous sommes foncièrement convaincus qu'il ne peut y avoir de solution militaire au différend de longue date qui oppose les deux pays voisins. Nous maintenons qu'il n'y a pas d'autre solution que de faire régner la paix en Ukraine. C'est pourquoi nous exhortons le Conseil de sécurité, qui a pour mandat spécifique de promouvoir la paix et la sécurité internationales, à contribuer à mettre fin au carnage provoqué par la guerre livrée au peuple ukrainien. Nous saisissons cette occasion pour appeler à apaiser les tensions et pour encourager à intensifier la diplomatie et le dialogue à l'appui d'une cessation immédiate et sans condition des hostilités.

Nous demandons instamment aux parties de s'abstenir d'attaquer directement les zones peuplées de civils et les infrastructures critiques indispensables à la vie et aux moyens de subsistance de la population. À cet égard, nous encourageons toutes les parties à respecter les principes fondamentaux du droit international humanitaire que sont l'humanité, la distinction, la proportionnalité et la nécessité militaire. Nous ne devons pas non plus perdre de vue la manière dont la communauté internationale réagit à d'autres conflits concomitants à celui-ci, et nous insistons sur la nécessité d'opposer une réponse ferme et identique à toutes les violations des normes internationales impératives relatives à l'emploi de la force.

Alors que s'éteignent les dernières braises d'une année particulièrement difficile, nous nous rallions aux appels mondiaux en faveur d'une nouvelle aube de paix, de coopération mutuelle, de solidarité et de confiance pour notre monde tout entier. Nous demandons instamment à la communauté internationale de renouveler son engagement à appuyer les efforts de paix visant à rétablir, dans notre système international, la primauté des principes du droit international et des valeurs inscrites dans la Charte des Nations Unies.

Enfin, je tiens à redire l'attachement inébranlable du Ghana à la souveraineté, à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et j'appelle une fois de plus la Fédération de Russie à mettre fin à cette guerre en retirant immédiatement et sans condition toutes ses troupes de l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine.

Le Ghana se fait l'écho des autres orateurs et oratrices pour féliciter l'Équateur de sa présidence réussie des travaux du Conseil ce mois. Nous en profitons également pour exprimer notre profonde gratitude à tous les membres du Conseil pour le soutien qu'ils ont apporté au Ghana durant son mandat au Conseil de sécurité.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous ne sommes pas le moins du monde surpris que le régime de Zelenskyy et ses parrains occidentaux se soient précipités pour demander la tenue de la séance d'aujourd'hui. De nombreux experts avaient prédit que la clique de Kiev, qui perd du terrain sur le front et dont l'appui s'étiolle rapidement, même en Occident, se servirait de n'importe quel prétexte pour redevenir le centre de l'attention mondiale.

Hélas, ces braves gens auraient pu mieux choisir leur moment car, s'il est un sujet dont il faut parler aujourd'hui, ce sont exclusivement les actions des systèmes ukrainiens de défense aérienne déployés dans les zones résidentielles des villes ukrainiennes, en violation du droit international humanitaire. Cela fait bien longtemps que les utilisateurs des médias sociaux ukrainiens n'ont plus le moindre doute à ce sujet et mettent directement en garde leurs concitoyens. Ils publient de plus en plus de vidéos montrant des missiles et drones russes frappant des infrastructures militaires et des dépôts d'armes, ce qui s'accompagne d'une détonation caractéristique, tandis que les missiles de défense antiaériens ukrainiens, ayant raté leur cible ou dévié de leur trajectoire, atterrissent sur des immeubles d'habitation et des infrastructures pacifiques. D'autres dégâts peuvent également être causés par des débris tombant dans des zones résidentielles, pour

la simple raison que des systèmes ukrainiens de défense aérienne y ont été déployés. Tel fut le cas de la cathédrale de la Transfiguration, à Odessa, même si tout a été fait pour en attribuer la destruction à la Russie. C'est également ce qui s'est passé ce matin à Kiev, à Odessa, à Lvov, à Kharkov, à Dnepr, et dans d'autres villes où des victimes ont été signalées.

La représentante du Royaume-Uni a déclaré de façon péremptoire qu'il y aurait eu davantage de victimes sans le système de défense antimissile ukrainien. Il est difficile de concevoir un tel cynisme. Sans le système de défense antimissile ukrainien, il n'y aurait tout simplement pas eu de victimes civiles. Par conséquent, nous recommandons la plus grande prudence lorsque le Royaume-Uni annonce vouloir livrer à Kiev une centaine de missiles de défense aérienne supplémentaires, qui tuent des civils. Le régime nazi est prêt à utiliser des armes occidentales et ces même systèmes de défense antimissile pour tuer non seulement les habitants du Donbass, mais également ses propres citoyens, dans leurs foyers et dans des installations pacifiques.

Si l'Ukraine n'avait pas violé le droit international humanitaire, il n'y aurait pas eu de victimes civiles, même si les forces armées russes ont, hier et aujourd'hui, mené des frappes véritablement massives contre des installations militaires dans toute l'Ukraine, notamment des sites militaro-industriels, des terrains d'aviation militaire, des armureries, des entrepôts de munitions d'artillerie, de bateaux sans équipages, d'armes et de carburant pour matériel militaire, et des sites où sont stationnés des personnels militaires ukrainiens, des formations nationalistes et des mercenaires étrangers. Point n'est besoin d'être un expert pour le savoir : c'est évident même pour n'importe quel observateur impartial.

Voici, par exemple, un lien vers une vidéo montrant l'impact de la frappe d'aujourd'hui sur un immeuble résidentiel à Kiev, sur laquelle on voit un objet en feu tombant lentement sur le bâtiment. Seuls les étages supérieurs du bâtiment ont été endommagés. Un missile d'attaque ne vole pas à une telle vitesse et sur une telle trajectoire. De toute évidence, il s'agit des conséquences de la défense aérienne ukrainienne.

À titre de comparaison, voici un lien vers une autre vidéo montrant un missile israélien qui a touché aujourd'hui un immeuble résidentiel à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza. On peut y voir non seulement le moment où le missile a frappé, mais aussi le fait qu'il ne reste que des ruines du bâtiment à plusieurs étages. On ne peut qu'imaginer le nombre de victimes de cette

frappe ciblée barbare, qui n'est qu'une parmi les dizaines de frappes menées chaque jour à Gaza, mais ce n'est certainement pas une raison pour que nos collègues occidentaux convoquent d'urgence des séances du Conseil de sécurité. Voici un lien vers une autre photo tirée des réseaux sociaux ukrainiens, prise après une frappe sur un immeuble de grande hauteur à Lvov. On peut voir que tous les murs de l'immeuble sont couverts de traces laissées par les sous-munitions des missiles de défense aérienne qui ont touché l'immeuble. Des dizaines, voire des centaines, de photos et de vidéos de ce type ont été publiées sur les réseaux sociaux aujourd'hui. Elles ont été postées par des Ukrainiens indignés, non seulement par ces nouvelles conséquences des systèmes de défense aérienne ukrainiens, mais aussi par les mensonges incessants du régime Zelenskyy, qui a conduit leur pays au bord de l'abîme.

Les Ukrainiens sont également en colère parce qu'ils sont forcés de se battre pour ce gouvernement corrompu, vénal et antinational, contrairement aux assurances du chef de la junte de Kiev. Les hommes qui ont atteint l'âge de la conscription sont abordés dans les rues, dans les transports publics. Ils sont victimes d'actes d'intimidation et de violence. On en est même arrivé à remettre des avis de circonscription à des prêtres, en les menaçant de représailles contre leurs proches. Ensuite, on les envoie immédiatement sur la ligne de front, sans aucune formation. Un commandant ukrainien s'est récemment plaint que ces combattants n'avaient même pas le temps de se voir attribuer des indicatifs d'appel, parce qu'ils meurent très rapidement. On prévoit d'envoyer non seulement des hommes, mais aussi des femmes, dans ce hachoir insensé.

Lors d'une récente conférence de presse, M. Zelenskyy a fait monter les enchères. Il veut envoyer 500 000 personnes à une mort certaine. Pour ce faire, il a préparé un projet de loi sur les nouvelles règles de mobilisation. Ce texte prévoit l'abaissement de l'âge de la conscription à 25 ans, la réduction de la liste des personnes non concernées par la conscription, un recensement « volontaire mais obligatoire » des hommes, l'interdiction de quitter le pays et de toute transaction immobilière et le gel des comptes bancaires. Cette liste n'est pas exhaustive, car la répression continue effectivement. Ce n'est pas sans raison que certains commentateurs la comparent au servage.

Dans ce contexte, même les Ukrainiens pro-occidentaux sont nettement moins optimistes. La société ne se fait plus d'illusions depuis longtemps. Les gens sont parfaitement conscients que le pays les a trahis, ou plutôt que les autorités du pays les ont trahis – que leurs maris, frères

et fils sont sacrifiés sur l'autel des objectifs géopolitiques de l'Occident visant à contenir la Russie et à maintenir le confort de ce régime corrompu. Des études récentes le confirment : 75 % des Ukrainiens sont prêts à renoncer à leur citoyenneté pour ne pas être mobilisés. Ces tendances sont clairement démontrées par l'activité panique des résidents du pays qui ont réussi à quitter le pays. Ils prennent maintenant d'assaut les consulats ukrainiens à l'étranger dans l'espoir de renouveler leurs documents qui ont expiré et de transférer leurs biens à leurs épouses. En effet, dès que cette loi entrera en vigueur, ils seront privés de presque tous les droits dans leur pays.

Telle est la réalité dans laquelle les Ukrainiens sont contraints de vivre aujourd'hui, mais bien entendu, nous n'avons entendu aucun de nos collègues occidentaux parler de cette situation de non-droit. La réalité est que l'Ukraine ne survit que grâce aux injections financières colossales de Washington, Londres et Bruxelles. Les fonctionnaires ukrainiens, y compris les diplomates, reçoivent leurs salaires de pays étrangers. Le matériel militaire et les uniformes des forces armées ukrainiennes proviennent également de l'étranger. Le régime Zelenskyy a depuis longtemps perdu tout ce qui lui appartenait. En fait, l'Ukraine n'est aujourd'hui rien d'autre qu'une société militaire privée aux mains des pays occidentaux, dont la tâche est d'infliger un maximum de dégâts à la Russie. C'est ce qui guide les parrains occidentaux du régime de Kiev, qui allouent de l'argent et fournissent des armes, sans se soucier le moins du monde de la vie des Ukrainiens ordinaires.

La réalité aujourd'hui est que l'Ukraine n'a pas, et n'aura pas, les ressources nécessaires pour changer le cours des choses ou même pour maintenir le statu quo sur la ligne de contact. Ce n'est pas tant l'utilisation inefficace par le régime de Maïdan des armes qui lui ont été fournies qui est en cause. Par exemple, le Ministre des affaires étrangères, Kuleba, a établi un lien direct entre l'échec de la contre-offensive et « l'état pathétique et déplorable de l'industrie de la défense et des entrepôts dans les pays de l'OTAN ». Il n'y a qu'une seule conclusion à tout cela, et elle est décevante pour nos ennemis : les plans militaires du régime de Kiev ont complètement échoué. Nos ennemis et leurs supplétifs ukrainiens peuvent donc s'attendre aux pires nouvelles dans un avenir proche.

Peu importe que Washington ou Bruxelles approuve de nouveaux programmes d'aide militaire et financière en faveur de Zelenskyy et de sa bande. Cela ne fera que retarder la chute de son régime, mais ne l'empêchera pas. Il est clair que miser sur le règlement de la crise

ukrainienne sur le champ de bataille a été une erreur et un échec, et qu'une victoire militaire sur la Russie est un objectif absolument inaccessible. Les menaces émanant du territoire de l'Ukraine, qui ont été créées par les pays de l'OTAN, seront certainement éliminées, soit par l'opération militaire spéciale, soit par des moyens politiques et diplomatiques. Nous n'avons jamais renoncé à ces derniers. Nous avons donné aux dirigeants ukrainiens une bonne chance de préserver l'intégrité territoriale du pays – bien sûr sans la Crimée, qui, déjà en 2014, a choisi de faire partie de la Russie – et de sauver la vie de centaines de milliers de citoyens ukrainiens. C'était en mars-avril 2022. Récemment, un membre de l'équipe de négociation ukrainienne, Chalyi, a admis qu'il s'agissait là d'une excellente option pour l'Ukraine. Mais c'est désormais un fait avéré que le régime de Kiev a été empêché par ses maîtres à Londres et à Washington de saisir cette chance. Après cela, le chef de la junte de Kiev a, pour une raison quelconque, signé un décret lui interdisant expressément de négocier avec les dirigeants russes. Ce décret est toujours en vigueur. Mais ceux qui nous reprochent de ne pas vouloir négocier se gardent bien de le mentionner.

Le temps presse pour le régime de Kiev. Son avenir est en effet gravement menacé. Toutefois, les civils ukrainiens, la langue et la culture ukrainiennes ne sont pas menacés, même si l'Occident fait tout pour prouver le contraire. Notre opération militaire spéciale n'est pas dirigée contre eux, mais contre le régime criminel de Kiev, qui n'a pas voulu mettre fin à la guerre contre sa propre population dans le Donbass. Zelenskyy et sa clique ont fait leur choix criminel, et ils ont fait ce choix pour l'ensemble du peuple ukrainien. Et maintenant, il est de notre devoir d'empêcher Zelenskyy d'anéantir définitivement son peuple. Nous espérons qu'à un moment donné, ses parrains occidentaux s'en rendront également compte. Plus tôt ce sera le cas, mieux ce sera pour l'Ukraine.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Équateur.

Je voudrais remercier le Sous-secrétaire général Khaled Khiari de son exposé instructif, et je salue la présence des représentants de l'Ukraine, de la Pologne et du Chef de la Délégation de l'Union européenne.

Nous regrettons que l'appel au cessez-le-feu et à la fin de la violence n'ait pas été respecté, même en cette période de fêtes. Cela est inacceptable, que ce soit en Ukraine, au Moyen-Orient ou ailleurs dans le monde. Comme nous l'avons dit tout au long de l'année 2023, l'Équateur rejette fermement la violence armée, et en

l'occurrence, les attaques aériennes massives de missiles et de drones contre plusieurs villes ukrainiennes, notamment Kyiv, Odesa, Kharkiv, Zaporizhzhia, Lviv et Dnipro. Cela nous rappelle les attaques menées aux premières heures du 29 décembre 2022, qui se sont poursuivies au cours de la nouvelle année. Nous appelons la Fédération de Russie à mettre fin à ces attaques et à ne pas répéter la tendance de décembre 2022. Nous rappelons l'interdiction en vigueur d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile. Par conséquent, nous réaffirmons la nécessité de mettre fin aux attaques contre la population et les infrastructures civiles. Rien ne justifie, dans le cadre de ce conflit ou de tout autre, les attaques contre des maternités et des immeubles résidentiels. Nous insistons une fois de plus sur la responsabilité qu'ont les parties de respecter, sans restriction, leurs obligations découlant du droit international humanitaire, notamment les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution.

Je saisis cette occasion pour saluer une fois de plus le travail des acteurs humanitaires et leurs efforts pour atténuer l'impact qu'a la guerre sur la population civile, en particulier en cet hiver rigoureux.

Nous craignons que la logique militaire ne se perpétue, et nous appelons donc à avancer vers une solution pacifique propice à une paix juste et durable, dans le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et conformément aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Nous partageons également les préoccupations du Secrétaire général quant à une nouvelle escalade et un éventuel débordement du conflit.

Enfin, puisque cette séance, qui devrait être la dernière de l'année, a lieu sous la présidence équatorienne du Conseil de sécurité, je tiens à remercier sincèrement tous les membres du Conseil de leur appui à ma délégation et à l'Équateur. Je remercie également le Secrétaire général et tous les intervenants et participants aux séances tenues au cours de ce mois, y compris les débats publics.

Ce fut un mois très difficile et très complexe, au cours duquel nous avons pu promouvoir le dialogue dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, objectif primordial de notre politique extérieure.

Je conclurai en renouvelant mes remerciements aux membres sortants que sont l'Albanie, le Brésil, les Émirats arabes unis, le Gabon et le Ghana, pour les inlassables efforts qu'ils ont consentis jusqu'au bout, jusqu'à la dernière minute.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

La représentante du Royaume-Uni a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens à dire que l'Ambassadeur russe a déformé mes propos. Je vais être claire, cette tragédie a une et une seule cause : les actions de la Russie. Le reste n'est qu'un torrent de mensonges et de désinformation.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je note la présence du représentant du régime terroriste de Poutine, qui occupe le siège permanent de l'Union soviétique. Il y a deux jours, il a convoqué les membres du Conseil de sécurité pour les pilonner d'un déluge de fausses informations que son pays fabrique inlassablement depuis le début de son agression, laquelle est marquée par un pilonnage d'un autre type, celui qui se solde par des pertes en vies humaines et des destructions massives sur le terrain. Et tant que la Russie sera en mesure d'annihiler la crédibilité et l'intégrité du Conseil de sécurité, elle se sentira libre de tuer des innocents, en Ukraine et ailleurs.

Je tiens à remercier les 32 États Membres de l'ONU qui ont appuyé notre demande de convoquer cette séance d'urgence du Conseil, suite à une nouvelle déferlante russe de terreur aérienne contre mon pays. Nous remercions également la présidence équatorienne du Conseil d'avoir accédé rapidement à cette demande.

Dans la nuit, la Fédération de Russie a mené une attaque de missiles et de drones qui figure parmi les plus intenses et les plus massives qu'elle ait livrées jusqu'ici. Elle a pris pour cible des zones résidentielles, des infrastructures critiques et des installations industrielles et militaires sur tout le territoire ukrainien. D'après les premières informations, la Fédération de Russie a tiré au moins 158 armes de différents types, dont 122 missiles de types divers et 36 véhicules aériens non habités. Dans un premier temps, les forces russes se sont servies de drones Shahed pour attaquer depuis le nord et le sud-est, en avançant vers l'ouest. Vers 3 heures du matin, la Russie a déployé son aviation stratégique et fait décoller 18 bombardiers Tu-95MS. En trois heures, ils ont tiré au moins 90 missiles de croisière Kh-101, Kh-555 et Kh-55. Vers 5 heures du matin, depuis la région russe de Kursk, des bombardiers de longue portée Tu-22M3 ont tiré huit missiles de croisière Kh-22 et Kh-32 en direction des régions du nord et du centre de l'Ukraine.

Au même moment, la Russie a visé Kharkiv au moyen de missiles guidés anti-aériens S-300. Au total, les forces russes ont tiré au moins 14 missiles balistiques, dont des S-300, des S-400 et des Iskander-M, depuis la Crimée occupée et les régions russes de Kursk et de Belgorod. À 6 h 30 ce matin, cinq chasseurs russes MiG-31K ont décollé de la région russe d'Astrakhan, tirant cinq missiles aérobalistiques Kh-47M2 Kinjal. À partir d'aéronefs Su-35, les Russes ont également tiré quatre missiles antiradar Kh-31P et un missile Kh-59.

Les forces de défense ukrainiennes ont réussi à intercepter 87 missiles de croisière et 27 drones Shahed. Nous savons gré aux nations responsables du monde entier qui contribuent à renforcer la défense aérienne de l'Ukraine. C'est beaucoup plus efficace, pour sauver la vie de civils innocents, que des élucubrations sur les effets néfastes de livraisons d'armes qui ne précisent pas à quoi ces armes sont destinées : aider la partie qui se défend à protéger son peuple et son territoire souverain, ou renforcer les capacités meurtrières et destructrices de l'envahisseur.

Un seul missile, un seul drone qui n'est pas intercepté peut causer énormément de dégâts. Malheureusement, l'attaque de cette nuit a aggravé l'ampleur des souffrances infligées au peuple ukrainien. Au moins 30 civils ukrainiens ont été tués et plus de 160 autres ont été blessés par des missiles et des drones russes à Kyïv, Zaporizhzhia, Dnipro, Kharkiv, Odesa, Lviv, Smila et Konotop.

Penchons-nous sur la liste des cibles que la Russie a si « courageusement » détruites la nuit dernière : une maternité, des établissements d'enseignement, un centre commercial, 45 immeubles résidentiels, des maisons privées, deux églises, des installations commerciales et de stockage, et un parking.

Sachant que, selon certaines informations, durant cette attaque russe, un missile russe aurait fait intrusion dans l'espace aérien de la Pologne, nous réaffirmons que le terrorisme aérien de la Russie fait peser une menace dangereuse non seulement sur l'Ukraine, mais aussi sur les pays voisins. La seule manière d'éviter un effet de contagion est de continuer de soutenir l'Ukraine en renforçant encore nos capacités de défense.

D'après les chiffres publiés par nos forces aériennes, la Russie a tiré 7 400 missiles et lancé 3 700 drones d'attaque sur diverses cibles en Ukraine depuis le début de son invasion à grande échelle. Il faut désormais actualiser ces chiffres, et malheureusement, ce ne sera pas la dernière fois, puisque la Russie entend poursuivre ses actions de terrorisme aérien aussi longtemps qu'elle le pourra.

Le régime criminel du Kremlin et la société russe, qui a subi un lavage de cerveau, sont pleinement solidaires dans la poursuite de cette agression extérieure. Ils sont pétris de haine envers la majeure partie du monde, et pas uniquement vis-à-vis de l'Ukraine, quoi qu'aient pu s'en convaincre ceux qui sont enclins à privilégier les politiques d'apaisement. Tant qu'ils auront des ressources, ils continueront d'attaquer l'Ukraine, l'architecture de sécurité mondiale et l'ordre international fondé sur la Charte des Nations Unies. Il n'y a qu'une solution : la Russie doit être privée de sa capacité de produire des armes, de financer son agression militaire et de menacer le monde.

Je n'ai rien à dire au délégué russe ici présent. Tout comme ses supérieurs à Moscou, c'est un homme dont la conscience a été amputée et la dignité émasculée.

De tout temps, les agresseurs n'ont jamais compris que le langage de la force en réponse à leurs crimes. Tout le reste n'est perçu que comme un signe de faiblesse et un encouragement à poursuivre l'agression. L'histoire est riche en enseignements à cet égard. Comme on le sait, ceux qui ne peuvent se rappeler le passé sont condamnés à le répéter. Je suis convaincu que ce ne sera pas le cas de l'Organisation des Nations Unies.

(l'orateur poursuit en espagnol)

Je ne peux conclure sans exprimer ma profonde gratitude à l'Équateur pour sa présidence fructueuse du Conseil ce mois-ci et pour sa position inébranlable et fondée sur des principes en faveur de la défense de la Charte des Nations Unies.

Le Président *(parle en espagnol)* : Je donne maintenant la parole à M. Skoog.

M. Skoog *(parle en anglais)* : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance et de me donner l'occasion de m'exprimer au nom de l'Union européenne. Je remercie également le Sous-Secrétaire général Khiari de son rapport peu réjouissant cet après-midi et, par son intermédiaire, le Secrétaire général de sa condamnation très claire de ce nouvel assaut de la Russie contre l'Ukraine.

L'Union européenne réaffirme sa ferme condamnation de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, qui constitue une violation manifeste de la Charte des Nations Unies. Nous redisons notre appui indéfectible à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, ainsi qu'à son droit naturel de légitime défense contre l'agression russe.

Cette nuit, comme nous l'avons entendu, la Russie a lancé l'une des plus importantes attaques contre les villes et la population ukrainiennes depuis son invasion massive de l'Ukraine. Il s'agit d'une nouvelle attaque lâche et aveugle contre des écoles, des stations de métro et un hôpital, qui a causé la mort d'au moins 30 personnes et, comme nous l'avons également entendu, fait plus d'une centaine de blessés. Où que l'on regarde, la guerre menée par la Russie laisse dans son sillage la mort, la destruction et des souffrances humaines.

Les frappes aériennes systématiques de la Russie contre les biens de caractère civil et les infrastructures critiques en Ukraine sont inacceptables et doivent cesser. Ces attaques délibérées contre les civils et les infrastructures civiles ajoutent au faisceau croissant de preuves attestant l'existence de crimes de guerre, comme indiqué par la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine. La Russie et ses dirigeants doivent être tenus pleinement responsables de la guerre d'agression qu'ils mènent contre l'Ukraine et des autres crimes très graves au regard du droit international qu'ils ont commis, ainsi que des dommages massifs causés par leur guerre.

Face à la poursuite des attaques russes contre les infrastructures civiles et critiques de l'Ukraine, l'Union européenne et ses États membres intensifieront l'aide humanitaire et en matière de protection civile qu'ils fournissent à l'Ukraine et lui accorderont une assistance visant à assurer la résilience de son secteur énergétique pendant l'hiver. En outre, l'Union européenne reste déterminée à appuyer les réparations, le redressement et la reconstruction de l'Ukraine, en coordination avec ses partenaires internationaux, y compris le déminage et la réadaptation psychosociale.

Je voudrais envoyer un message de solidarité au peuple ukrainien depuis cette salle. Je tiens à réaffirmer l'engagement inébranlable de l'Union européenne à continuer d'apporter à l'Ukraine et à son peuple une solide assistance politique, financière, économique, humanitaire, militaire et diplomatique aussi longtemps qu'il le faudra.

Comme il pourrait s'agir de la dernière séance avant la nouvelle année – du moins, nous l'espérons –, je remercie les membres sortants du Conseil pour les efforts très importants et sérieux qu'ils ont consentis et pour l'action qu'ils ont menée au nom de l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies. Je souhaite aux nouveaux membres du Conseil de sécurité plein succès dans la promotion de la paix, de la diplomatie et du principe de responsabilité.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

M. Szczerski (Pologne) (*parle en anglais*) : En cette période de l'année, nous échangeons d'ordinaire des messages de paix. Mais les événements d'aujourd'hui – les frappes aériennes russes les plus violentes depuis plusieurs mois – sont une fois de plus la démonstration du contraire, à savoir le mal qu'incarne la guerre d'agression menée par la Russie qui sème larmes et destruction en Ukraine depuis près de deux ans.

Le fait que l'intensification de ces frappes aériennes coïncide avec l'arrivée des rigueurs de l'hiver et qu'elles sont dirigées contre des civils, des infrastructures civiles et des objets nécessaires à la survie de la population va à l'encontre de toutes les normes du droit international humanitaire. Il est encore plus déplorable que les cibles de ces attaques russes délibérées soient des infrastructures civiles situées à des centaines de kilomètres des lignes de front, et qu'elles soient dirigées non pas contre des cibles militaires, mais bien contre la population civile de l'Ukraine. Nous ne pouvons pas laisser faire.

Moscou n'a manifestement pas changé d'objectif. Il veut bombarder l'Ukraine pour la soumettre et la vaincre. Cela montre à l'évidence le manque de respect absolu de la Russie pour la Charte des Nations Unies et le droit international. La Pologne continue de condamner les actions de la Russie dans les termes les plus forts possibles. En même temps, nous réaffirmons notre conviction selon laquelle il est absolument crucial de continuer à soutenir l'Ukraine. La Pologne le fait depuis le tout début de la guerre et continuera de le faire.

L'impérialisme russe a tendance à nous rappeler régulièrement ce qu'il est : une menace mondiale lourde de conséquences. Cette menace mondiale doit être reconnue avant qu'elle ne plonge le monde plus encore dans le chaos. La guerre contre l'Ukraine doit se terminer par une paix juste, c'est-à-dire une paix acceptable pour l'Ukraine en tant que pays agressé. L'agresseur ne peut pas bénéficier de l'agression. Au contraire, les responsables des atrocités de la guerre et des dommages qu'elle a infligés doivent rendre des comptes.

Dans ce contexte, nous appelons une fois de plus tous les États qui défendent le droit international à prendre toutes les mesures nécessaires pour que la Russie cesse son agression et se retire du territoire ukrainien. C'est le seul moyen d'éviter d'autres morts, d'autres blessés et d'autres

dévastations. C'est le seul moyen d'empêcher l'escalade de cette crise humanitaire et des droits de l'homme à grande échelle qui continue de coûter la vie à des civils innocents.

Je voudrais conclure par une déclaration importante. Je peux confirmer que, parallèlement aux attaques aériennes brutales lancées par la Russie aujourd'hui, l'armée polonaise a enregistré un incident grave dans la matinée, à savoir une violation de l'espace aérien polonais par un missile russe. Cet événement fait actuellement l'objet d'une enquête menée par l'armée polonaise et d'autres services de sécurité compétents. La Pologne mène également des consultations sur l'incident avec ses alliés et ses principaux partenaires. J'informe le Conseil de sécurité de cet incident car nous considérons qu'il s'agit clairement d'un élément de la situation créée par la dernière vague d'attaques russes. Nous demandons à la Russie d'expliquer cette violation de l'espace aérien polonais et lui demandons instamment de cesser immédiatement ce type de provocation.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je voudrais indiquer que la délégation lituanienne a présenté une déclaration écrite, qui sera distribuée aux membres du Conseil et publiée en tant que document officiel du Conseil de sécurité.

Avant de lever la présente séance, et étant donné qu'il s'agit peut-être de la dernière séance du Conseil pour cette année, je voudrais exprimer les sincères remerciements de la délégation équatorienne aux membres du Conseil et au Secrétariat pour tout l'appui qu'ils nous ont fourni. Le mois a été incontestablement chargé, et nous sommes parvenus à un consensus sur plusieurs questions importantes. Je suis reconnaissant pour l'appui et les contributions positives de toutes les délégations et des représentantes et représentants du Secrétariat, y compris les membres de l'équipe d'appui technique, les fonctionnaires des services de conférence, les interprètes, les traducteurs, les rédacteurs et rédactrices de procès-verbaux de séance et le personnel de sécurité.

Au nom du Conseil, je tiens également à exprimer la sincère gratitude du Conseil aux cinq membres sortants, à savoir l'Albanie, le Brésil, les Émirats arabes unis, le Gabon et le Ghana. Je salue leur ardeur à la tâche et leurs contributions durant leur mandat au Conseil de sécurité.

Alors que notre présidence touche à sa fin, je souhaite bonne chance à la délégation française pour le mois de janvier.

Je souhaite à tous et à toutes une année 2024 heureuse et prospère. Ce marteau va me manquer.

La séance est levée à 17 h 30.